

ASSEMBLEE DE CORSE

5 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

28 ET 29 JUIN 2018

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

**ADOPTION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE ET LE CENTRE
HOSPITALIER D'AIACCIU POUR DES ACTIVITES
DE PLANIFICATION OU EDUCATION FAMILIALE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la
Cohésion Sociale et de la Santé

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

La loi N° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 autorise les centres de planification (CPEF) à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse (IVG) médicamenteuses.

Aux termes de l'article R2212-7 du Code de la santé publique, les établissements de santé, publics ou privés, qui pratiquent des interruptions volontaires de grossesse doivent obligatoirement comporter un centre de planification ou d'éducation familiale agréé, ou, doivent passer une convention afin qu'un tel centre exerce, dans l'établissement, les activités définies par les articles R. 2311-7 à R. 2311-18 relatifs aux activités des centres de planification ou éducation familiale, notamment, la délivrance de produits contraceptifs et la réalisation de l'entretien pré et post IVG, obligatoires pour les jeunes filles mineures et recommandés pour les femmes majeures.

Dans ce cadre, la Collectivité de Corse est déjà liée par une convention de 2009 du 13 mars 2009 avec le Centre Hospitalier d'Aiacciu (en application de la délibération n° 2009-1000 de la Commission Permanente du Conseil départemental de Corse-du-Sud, en date du 2 février 2009) qui prévoit, notamment, que le service de gynécologie du Centre hospitalier adresse systématiquement les mineurs ayant subi une interruption volontaire de grossesse à l'un des CPEF de la Collectivité.

La Corse étant au troisième rang du classement de la métropole pour le taux d'IVG, il apparaît de plus en plus important de renforcer les actions de prévention et d'information pour la prévention des grossesses non désirées. C'est dans cette perspective que la Collectivité de Corse, soucieuse de sa mission de santé publique, souhaite renforcer son partenariat avec le centre hospitalier d'Aiacciu en créant une antenne du centre de planification dans les locaux de cet établissement de santé, ce qui permet, par ailleurs, à cet hôpital, de satisfaire à son obligation précitée.

Nos services, qualifiés dans les différentes procédures obligatoires (entretien préalable, approvisionnement en médicaments, etc.) et pourvus des personnels compétents requis (médecins, sages-femmes, conseillères conjugales et familiales, infirmières), interviendraient au sein de l'Hôpital sur les consultations spécifiques. Concrètement, il s'agirait de la mise à disposition, gracieuse, d'une conseillère conjugale du Centre de planification, par la Collectivité de Corse lors des « consultations IVG ». Le Centre hospitalier mettrait, de son côté, à disposition un local adapté pour le travail cette conseillère conjugale.

Parallèlement, au sein de cette antenne du Centre de planification de la Collectivité de Corse, des médecins de l'hôpital assureraient les consultations nécessaires pour la délivrance des contraceptions, au bénéfice des publics

concernés, à savoir, les mineures désireuses de garder le secret par rapport à leurs représentants légaux, ainsi que les femmes qui ne sont couvertes par aucun régime d'assurance de sécurité sociale, le coût de ces consultations étant pris en charge par la Collectivité de Corse. Enfin, les échographies pelviennes de datation et les échographies de contrôle post-IVG sont effectuées par l'hôpital et remboursées par la Collectivité de corse.

Il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat avec le Centre hospitalier d'Aiacciu, dont le projet est annexé au présent rapport.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.